



| | | |
|----------------------------|---|--|
| Genre de document | : | Annexe |
| N° du document | : | 33-109A6 |
| Objet | : | Demande d'inscription à titre de courtier, de conseiller ou de société de gestion (valeurs mobilières et (ou) dérivés) |
| Date de publication | : | ■ |
| Entrée en vigueur | : | ■ |

**VERSION MODIFIÉE
ANNEXE 33-109A6
DEMANDE D'INSCRIPTION À TITRE DE COURTIER, DE CONSEILLER OU DE SOCIÉTÉ DE
GESTION (VALEURS MOBILIÈRES ET (OU) DÉRIVÉS)**

[version imprimée]

Toute société qui demande l'inscription pour la première fois dans une province ou un territoire du Canada est tenue de remplir ce formulaire. Si l'espace prévu pour répondre à une question ne suffit pas, annexer les détails supplémentaires sur une feuille séparée, en indiquant clairement la section et la rubrique.

Remplir et signer le formulaire, puis le transmettre à l'autorité en valeurs mobilières de chaque territoire du Canada où la société demande l'inscription. Joindre toutes les pièces requises, y compris les annexes, paraphées et datées par un membre de la haute direction.

A. Coordonnées

1. Nom de la société
2. Outre le nom indiqué en 1, indiquer les noms sous lesquels la société exerce ou exercera ses activités et tout nom commercial.

Indiquer la date de prise d'effet et la date de caducité, s'il y a lieu, des noms commerciaux.

3. Indiquer les noms utilisés par la société et tout membre du même groupe qu'elle ou société préexistante au cours des dix dernières années.

4. Adresse

Adresse du siège

Téléphone

Télécopieur

Adresse électronique

Site Web (inscrire s.o. si cela n'est pas pertinent)

Adresse postale (si elle est différente de celle du siège)

Si le siège n'est pas situé au Canada, la société a-t-elle un établissement au Canada?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer l'adresse postale.

5. Principale personne-ressource de la société (Il s'agit de la principale personne à laquelle les autorités en valeurs mobilières s'adresseront pour régler les questions touchant la demande et les obligations continues. Il peut s'agir de l'avocat externe de la société.)

Nom

Téléphone

Nom du cabinet (le cas échéant)

Titre

Adresse électronique

6. Domicile élu dans le territoire d'origine

Cocher cette case si le domicile élu est le siège.

7. Responsable de la conformité de la société dans les territoires canadiens où celle-ci demande l'inscription (par exemple, personne désignée responsable et chef de la conformité). S'il s'agit de la personne identifiée en 5, le préciser.

| | |
|-------------|--------------------------|
| Nom : | Numéro BDNI : |
| Titre : | Adresse électronique : |
| Téléphone : | Province ou territoire : |

| | |
|-------------|--------------------------|
| Nom : | Numéro BDNI : |
| Titre : | Adresse électronique : |
| Téléphone : | Province ou territoire : |

8. Représentant en chef de la société pour la Base de données nationale d'inscription (BDNI) :

Nom

Adresse électronique

Téléphone

B. Territoires où l'inscription est demandée

Alberta

Colombie-Britannique

Île-du-Prince-Édouard

Manitoba

Nouveau-Brunswick

Nouvelle-Écosse

Nunavut

Ontario

- Québec
- Saskatchewan
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Territoires du Nord-Ouest
- Yukon

C. Catégories d'inscription

1. Catégories d'inscription demandées (cocher toutes celles qui s'appliquent)

- Courtier en placement**
- Courtier en épargne collective**
- Courtier en plans de bourse d'études**
- Courtier sur le marché dispensé**
- Courtier d'exercice restreint**
- Société de gestion**
- Gestionnaire de portefeuille**
- Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint**

D. Structure et antécédents de la société

1. Type de structure juridique (par exemple, société par actions, société de personnes, entreprise individuelle).
2. Lieu de résidence de la majorité des membres de la haute direction.
3. Antécédents de la société et de tout membre du même groupe qu'elle (nature et durée de l'activité). Fournir un bref exposé.
4. La société a-t-elle fusionné avec une autre entité, acquis une autre entité ou été acquise par une autre entité au cours des dix dernières années?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer le nom des entités, les dates pertinentes et le type d'opération.

5. Personnes qui exercent une emprise directe ou indirecte sur des titres leur assurant 10 % ou plus des droits de vote rattachés aux titres avec droit de vote de la société.

| Nom | Date de naissance (le cas échéant) | Titre (le cas échéant) | Adresse électronique | Titres (catégorie, type et montant) |
|-----|------------------------------------|------------------------|----------------------|-------------------------------------|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

6. Principaux actionnaires de la société. (S'il s'agit des personnes indiquées ci-dessus, le préciser.)

| Nom | Titre | Adresse électronique |
|-----|-------|----------------------|
| | | |
| | | |

7. Personnes physiques autorisées, au sens de la Norme canadienne 33-109, et déposer le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 dans la BDNI pour chacune d'elles.

| Nom | Titre | Date de naissance |
|-----|-------|-------------------|
| | | |
| | | |

Joindre les documents suivants :

8. Un plan d'activités pour les cinq prochaines années qui précise ce qui suit :

- la nature des services, notamment le types de titres et (ou) de dérivés qui seront placés ou les conseils, discrétionnaires ou non, qui seront fournis;

Dans le présent formulaire, l'expression « dérivés » désigne les instruments financiers comme les contrats à terme, les options et les swaps dont le cours, la valeur ou l'obligation de paiement est fonction d'un ou de plusieurs éléments sous-jacents. Les dérivés peuvent se présenter sous la forme d'instruments, de contrats ou de titres.

- les modèles d'investissement proposés ou existants pour les portefeuilles de la société, les secteurs et les types de valeurs compris dans les modèles, les recherches à effectuer, etc.;
- les produits que la société compte élaborer ou gérer et le mode de placement;
- les intentions de la société en matière de prestation de services financiers, comme les prêts ou les appels de marge;
- la clientèle visée (par exemple, personnes physiques, investisseurs qualifiés, investisseurs individuels, types d'institutions);
- les relations et tout contrat ou convention avec d'autres personnes en ce qui concerne les services financiers offerts;
- le mode de détention des actifs des clients;
- la tarification (par exemple, courtages, pourcentage des profits, frais d'opération, frais payés d'avance);
- les conventions d'impartition, comme le nom des entités concernées, les dates et la relation avec ces entités;
- la liste des produits qui seront vendus en vertu d'une dispense et les dispenses dont la société compte se prévaloir;
- le nombre prévu de représentants et de succursales;
- les plans en vue d'exercer des activités qui nécessitent un permis et ne sont pas liées aux valeurs mobilières;

- les plans en vue d'exercer des activités qui ne nécessitent pas de permis ou d'inscription et ne sont pas liées aux valeurs mobilières.

9. Un organigramme illustrant les rapports hiérarchiques au sein de la société. Inclure les administrateurs, les membres de la haute direction ou les associés, la personne désignée responsable et le chef de la conformité.

10. Un organigramme des personnes exerçant une emprise et des membres du groupe.

11. Un exemplaire des statuts constitutifs et de tout autre acte constitutif. Si la société est une société de personnes ou une entreprise individuelle, fournir un exemplaire du contrat de société ou de la déclaration d'immatriculation.

E. Normes de capital

1. Si la société existe depuis moins de cinq ans, indiquer l'origine et le montant des capitaux de lancement.

2. Fournir l'information suivante sur les actifs de la société détenus par des institutions financières :

| Nom et adresse de l'institution financière | Description de l'actif | Montant (\$) |
|--|------------------------|--------------|
| | | |
| | | |
| | | |

3. La société a-t-elle un ou des garants?

Oui Non

Si la réponse est « oui » et que les garants ont un numéro BDNI, indiquer ce numéro :

Si la réponse est « oui », indiquer le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique du ou des garants.

Si la réponse est « oui », indiquer toute influence que le ou les garants peuvent exercer sur la société et tout risque de conflit d'intérêts entre la société et les personnes physiques se portant garants. Indiquer comment la société compte réduire ce risque.

4. La société a-t-elle signé des conventions de subordination de prêts consentis par une personne avec qui elle a des liens?

Oui Non

Si la réponse est « oui », joindre un exemplaire de chaque convention.

Joindre les documents suivants :

5. Le formulaire de calcul du capital (pour les sociétés qui ne sont pas membres d'un organisme d'autoréglementation (OAR), remplir le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A1; pour les membres d'un OAR, remplir le formulaire de calcul du capital dont le dépôt est exigé par l'ACCOVAM ou la MFDA).
6. Les états financiers vérifiés (le bilan d'ouverture si la société est en démarrage).

F. Information financière

1. Clôture de l'exercice (mm/jj)
(Si la société n'a pas de date de clôture de l'exercice, l'indiquer et fournir des précisions.)
2. Vérificateur de la société
3. Assurance (pour les activités en valeurs mobilières dans tous les territoires)

| | | |
|-------------------|--------------------------|------------------------|
| Nom de l'assureur | Conditions particulières | Numéro de police |
| Couverture (\$) | Franchise (\$) | Date de renouvellement |

Territoires dans lesquels la société est assurée :

Si l'assurance souscrite par la société n'est pas une assurance d'institution financière, préciser en quoi elle y équivaut.

La société est-elle assurée dans tous les territoires où elle demande l'inscription?

Oui Non s.o.

Si la réponse est « non » ou « s.o. », fournir des explications.

4. La société ou les membres du même groupe qu'elle ont-ils déjà fait faillite ou fait une cession dans le cadre d'une faillite?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire les causes et les circonstances, préciser si l'opération était volontaire ou non et indiquer le territoire.

5. Un séquestre ou un séquestre-gérant a-t-il déjà été nommé par ou pour la société ou un membre du même groupe qu'elle?

Oui Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions, en indiquant la date et le territoire.

6. Au cours des dix dernières années, la société

| | | |
|--|------------------------------|------------------------------|
| s'est-elle vue refuser un cautionnement? | Oui <input type="checkbox"/> | Non <input type="checkbox"/> |
| a-t-elle présenté une réclamation en vertu d'un cautionnement? | Oui <input type="checkbox"/> | Non <input type="checkbox"/> |
| a-t-elle vu son cautionnement révoqué? | Oui <input type="checkbox"/> | Non <input type="checkbox"/> |

Si la réponse est « oui », donner des précisions sur le cautionnement, en indiquant la date et le territoire, ainsi que les motifs du refus, du paiement ou de la révocation.

7. La société a-t-elle présenté des réclamations à son assureur au cours des dix dernières années relativement à ses activités en valeurs mobilières?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer le montant de la réclamation, la date et le territoire.

8. Indiquer le nom et l'adresse de chaque banque auprès de laquelle la société a des comptes.

Nom

Adresse

Joindre les documents suivants :

9. Une lettre d'instructions autorisant le vérificateur à effectuer toute vérification de la société que l'agent responsable peut exiger pendant que la société est inscrite. La lettre doit préciser que la société assumera les frais de la vérification et fournira à l'agent responsable un exemplaire du rapport sur demande.

10. La résolution du conseil d'administration concernant la suffisance de l'assurance pour les activités en valeurs mobilières.

G. Activités

1. La société est-elle en conflit d'intérêts relativement aux opérations financières ou en valeurs mobilières de ses clients, notamment en raison de relations ou d'ententes d'indication de clients avec d'autres personnes inscrites ou du fait que des membres du même groupe qu'elle sont inscrits dans la catégorie dans laquelle la société demande à s'inscrire?

Oui Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions.

2. La société prend-elle ou a-t-elle l'intention de prendre possession de fonds et (ou) de titres de ses clients?

Oui Non

Joindre les documents suivants :

3. Le manuel des politiques et procédures.

4. Le document de déclaration de relation.

5. La politique écrite en matière de répartition équitable des possibilités de placement (conseillers seulement).
6. Un exemplaire du papier à en-tête et une carte de visite de la société.
7. Les documents promotionnels que la société se propose de diffuser.
8. Un exemplaire du contrat de travail type de la société avec les personnes physiques inscrites indiquant expressément les conditions de rémunération.
9. Un exemplaire du formulaire « Connaissance du client » et (ou) du formulaire d'ouverture de compte de la société.
10. Le cas échéant, les documents destinés aux clients, comme les plans financiers, la politique de placement et (ou) les conventions de gestion des placements.

H. Inscription, permis et adhésions (relatifs aux services financiers)

1. La société ou les membres du même groupe qu'elles sont-ils actuellement ou ont-ils déjà été inscrits comme courtiers ou conseillers en valeurs mobilières ou en dérivés dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer le ou les territoires, les catégories d'inscription, la date d'inscription et la date d'expiration de l'inscription, le cas échéant.

2. La société est-elle membre d'une bourse de valeurs et (ou) de marchandises, d'un OAR ou d'un organisme analogue dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer les organismes et les territoires.

Si la réponse est « non », la société a-t-elle déjà demandé à s'inscrire auprès d'une bourse de valeurs et (ou) de marchandises, d'un OAR ou d'un organisme analogue, ou à en devenir membre?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer les organismes et les territoires.

3. La société ou les membres du même groupe qu'elle sont-ils actuellement ou ont-ils déjà été inscrits dans une province, un territoire, un État ou un pays en vertu d'une loi qui prescrit la détention d'un permis ou l'inscription pour agir comme courtier ou conseiller en produits financiers autres que des valeurs mobilières (par exemple, prêts hypothécaires, planification financière, assurance-vie, dérivés, etc.)?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer le type de permis ou d'inscription, le territoire, la date d'inscription et la date d'expiration de l'inscription, le cas échéant.

4. La société a-t-elle actuellement des clients dans le territoire où elle demande l'inscription?

Oui Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions.

5. La société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante ont-ils déjà conclu une entente de règlement avec une autorité de réglementation du secteur financier ou un des organismes visés à la question 2, ci-dessus?

Oui Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions.

6. Une autorité de réglementation du secteur financier ou un organisme visé à la question 2 ont-ils déjà :

a) déterminé que la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante a fait une fausse déclaration ou commis une omission?

b) déterminé que la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante a enfreint les lois ou règlements d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays ou contrevenu aux règles d'un OAR ou d'une bourse de marchandises?

c) déterminé que la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante n'est pas apte à l'inscription, à l'octroi d'un permis ou à l'adhésion?

d) refusé à la société, à un membre du même groupe qu'elle ou à une société préexistante l'inscription, un permis ou une adhésion dans une province, un territoire, un État ou un pays pour exercer des activités dans le secteur des valeurs mobilières ou un autre secteur?

e) suspendu ou révoqué l'inscription, le permis ou l'adhésion de la société, d'un membre du même groupe qu'elle ou d'une société préexistante?

f) nommé un surveillant pour la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante?

g) rendu une ordonnance concernant la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante relativement à des activités en valeurs mobilières (par exemple, une interdiction d'opérations)?

h) refusé à la société, à un membre du même groupe qu'elle ou à une société préexistante une dispense d'inscription, de permis ou d'adhésion dans une province, un territoire, un État ou un pays?

i) assorti de conditions l'inscription ou l'adhésion de la société, d'un membre du même groupe qu'elle ou d'une société préexistante?

Si la réponse est « oui » à l'une de ces questions, donner des précisions, en indiquant notamment l'autorité ou l'organisme, le territoire et la date.

7. Au cours des dix dernières années, la société a-t-elle :

Oui Non

a) fait l'objet d'une ordonnance ou d'une procédure d'une autorité de réglementation du secteur financier, d'une bourse de valeurs et (ou) de marchandises, d'un OAR ou d'un organisme analogue dont elle est membre?

b) été sanctionnée par une autorité de réglementation du secteur financier, une bourse de valeurs et (ou) de marchandises, un OAR ou un organisme analogue dont elle est membre?

Si la réponse est « oui » à l'une de ces questions, décrire la procédure ou la sanction, l'autorité, l'OAR ou l'organisme et indiquer les dates pertinentes.

8. La société se trouve-t-elle actuellement dans une situation qui pourrait donner lieu à une réponse positive à la question 6 ou 7 de la présente section?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire la situation.

I. Poursuites

1. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils déjà été condamnés en vertu des lois d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire le type de condamnation, en indiquant la date et le territoire.

2. Des accusations sont-elles actuellement portées contre la société ou un membre du même groupe qu'elle en vertu des lois d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire les accusations et indiquer le territoire.

3. Des poursuites civiles engagées contre la société ou les membres du même groupe qu'elles sont-elles en instance?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire la nature de la poursuite, l'état de la cause et la demande particulière.

4. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils déjà été condamnés pour fraude ou vol par un tribunal civil, pénal ou administratif?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire l'affaire, en indiquant la date et le territoire.

5. La société ou les membres du même groupe qu'elles sont-ils sous le coup de décisions judiciaires ou de causes de préférence?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire les décisions ou les causes de préférence, en indiquant la date et le territoire.

J. Régime d'inscription canadien

1. Choix de se prévaloir du régime d'inscription canadien (RIC)

La société a-t-elle choisi de se prévaloir du RIC?

Oui Non

Si la réponse est « oui », en présentant ce formulaire, la société :

- atteste que, dans chaque territoire canadien dans lequel elle a désigné un mandataire aux fins de signification, elle a procédé à la désignation conformément aux obligations applicables dans ce territoire;
- est assujettie aux lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés, ou les deux, de chaque territoire canadien dans lequel elle demande à s'inscrire, et accepte la compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant aux activités qu'elle exerce à titre de personne inscrite en vertu de ces lois;
- renonce à tout droit d'invoquer en défense devant ce tribunal ou dans cette instance l'incompétence à intenter l'instance.

Joindre les documents suivants :

- le formulaire établi conformément à l'Annexe 31-101A1;
- un chèque payable à chaque agent responsable auquel la société demande l'inscription;
- la confirmation que la société est assurée dans tous les territoires où elle demande l'inscription.

K. Collecte de renseignements personnels

Les autorités en valeurs mobilières se servent des renseignements personnels sur les personnes visées par ce formulaire pour étudier la présente demande et vérifier que la société remplit toujours les obligations d'inscription si sa demande est accueillie.

Les autorités en valeurs mobilières peuvent recueillir ces renseignements en vertu des lois sur les valeurs mobilières et les dérivés et ne peuvent se servir de renseignements personnels qu'aux seules fins de leur application. Elles peuvent recueillir des renseignements personnels à partir de la présente demande, de casiers judiciaires, des dossiers d'autres autorités de réglementation ou d'OAR, de dossiers de crédit, de relevés d'emploi et auprès d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, de personnes physiques ou morales et d'autres organisations. Elles peuvent aussi recueillir des renseignements personnels indirectement.

Les autorités en valeurs mobilières peuvent également fournir les renseignements personnels des personnes physiques visées par le présent formulaire à d'autres autorités de réglementation, OAR, organismes analogues ou bourses dans le cadre d'une enquête ou du traitement de toute question d'ordre réglementaire.

Les personnes physiques visées par le présent formulaire peuvent adresser leurs questions sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels à l'autorité en valeurs mobilières du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, on peut également s'adresser à la Commission d'accès à l'information (1 888 528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

En remplissant cette section, vous :

reconnaissez que l'autorité en valeurs mobilières des territoires concernés peut recueillir les renseignements personnels des personnes physiques visées par ce formulaire et les communiquer à toute autorité en valeurs mobilières, tout OAR, organisme analogue ou bourse dans le cadre d'une enquête ou du traitement d'une question d'ordre réglementaire;

attestez que les personnes physiques visées par ce formulaire ont été avisées que leurs renseignements personnels figurent sur ce formulaire, des raisons juridiques de leur communication, de l'utilisation qui en sera faite et des moyens d'obtenir de plus amples renseignements.

Nom du dirigeant autorisé à signer

Titre du dirigeant autorisé à signer

Signature

Date (AAAA/MM/JJ)

L. Acceptation de compétence et désignation d'un mandataire aux fins de signification (Les sociétés qui sont non-résidentes doivent remplir cette section pour chaque territoire dans lequel elles demandent l'inscription.)

En présentant ce formulaire, la société :

- accepte d'être assujettie aux lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés, ou les deux, de chaque territoire canadien dans lequel elle demande à s'inscrire, et accepte la compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant aux activités qu'elle exerce à titre de personne inscrite en vertu de ces lois;
- désigne le mandataire à l'adresse ci-dessous aux fins de signification de tout document émanant de ce tribunal ou relatif à cette instance.

Nom de la société

Territoire de constitution de la société

Coordonnées du mandataire

Nom du mandataire aux fins de signification (le « mandataire »)

Adresse du mandataire et territoires dans lesquels la société demande l'inscription

Nom du cabinet (le cas échéant)

Téléphone

Télécopieur

Adresse électronique

La société accepte de déposer un nouvel acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification si les changements suivants se produisent moins de six ans après que son inscription a pris fin :

- tout changement de nom ou d'adresse du mandataire;
- tout changement de mandataire de la société.

Le nouvel acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification doit être déposé au moins 30 jours avant la prise d'effet du changement.

Le présent acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification est régi par les lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés, ou les deux, du territoire canadien concerné.

Autorisation de la société

Nom du dirigeant de la société autorisé à signer

Titre du dirigeant de la société autorisé à signer

Signature

Date (AAAA/MM/JJ)

Autorisation du mandataire

En signant si-dessous, vous acceptez d'agir comme mandataire aux fins de signification pour la société conformément aux conditions des présentes.

Nom du dirigeant du mandataire autorisé à signer

Titre du dirigeant du mandataire autorisé à signer

Signature

Date (AAAA/MM/JJ)

Joindre les documents suivants :

1. La déclaration de la société sur la protection des renseignements personnels
2. Le consentement signé de la société à la collecte des renseignements personnels

M. Signatures

En signant ci-dessous, vous attestez que :

- vous avez lu et compris les questions du présent formulaire;
- vous comprenez que la présentation de renseignements faux ou trompeurs constitue une infraction aux lois sur les valeurs mobilières et les dérivés;
- tous les renseignements présentés sur le présent formulaire sont véridiques..

Nom de la société

Nom du dirigeant autorisé à signer

Titre du dirigeant autorisé à signer

Signature

Date (AAAA/MM/JJ)

Attesté par un avocat, un notaire ou un commissaire à l'assermentation :

Nom

Titre

Signature
(préciser la qualité du signataire : avocat, notaire ou commissaire à l'assermentation)

Date (AAAA/MM/JJ)

Appendice A

Personnes-ressources pour toute question concernant la collecte et l'utilisation des renseignements personnels.

Alberta

Alberta Securities Commission
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-297-6454

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou 800-373-6393
(en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-4569

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
Attention : Director - Legal
Téléphone : 204-945-0605

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur de la réglementation du marché
Téléphone : 506-658-3021

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9
Attention : FOI Officer
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6190

Ontario

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou 877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
800 B1920 Broad Street
Regina (Saskatchewan) S4P 3V7
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities Commission of Newfoundland and Labrador
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6
Attention : Director of Securities
Téléphone : 709-729-4189

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-920-8984

Yukon

Department of Community Services Yukon
P.O. Box 2703
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Registrar of Securities
Téléphone : 867-667-5225